



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 76.617/2
du 24 juin 2024

advies 76.617/2
van 24 juni 2024

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à l'enregistrement des données
dans les Centres de Prise en
charge des Violences
Sexuelles'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
registratie van gegevens in
de Zorgcentra na
Seksueel Geweld'

Le 28 mai 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Secrétaire d'État à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité, adjointe au Ministre de la Mobilité à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'enregistrement des données dans les Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 24 juin 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été rédigé par Pauline LAGASSE et Anne-Stéphanie RENSON, auditrices, et présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juin 2024.

*

Op 28 mei 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen en Diversiteit, toegevoegd aan de Minister van Mobiliteit verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de registratie van gegevens in de Zorgcentra na Seksueel Geweld'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 24 juni 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is opgesteld door Pauline LAGASSE en Anne-Stéphanie RENSON, auditers, en uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juni 2024.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Il ressort de la note au Conseil des ministres du 7 mai 2024 jointe au dossier soumis au Conseil d'État que le projet n'a pas fait l'objet d'une analyse d'impact de la réglementation.

Interrogée à cet égard, la déléguée de la Secrétaire d'État a répondu que

« [l']analyse d'impact sur la réglementation a été faite dans le cadre des discussions sur le projet de loi. Étant donné que le projet d'arrêté royal qui vous est soumis pour avis n'a pas d'impact supplémentaire par rapport à l'analyse d'impact qui a été faite sur le projet de loi, nous vous prions de vous référer à l'AIR de la loi (cf annexe) ».

Ce raisonnement ne peut pas être suivi.

Dès lors qu'une disposition législative¹ impose l'intervention du Conseil des ministres à l'égard du projet soumis pour avis, celui-ci doit en principe faire l'objet d'une analyse d'impact de la réglementation, conformément à l'article 6, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative'.

¹ L'article 56, § 4, de la loi du 26 avril 2024 'relative aux Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles', qui sert de fondement juridique à l'arrêté en projet, dispose en effet que « [l]e Roi, après délibération en Conseil des Ministres, indique les données (à caractère personnel) relatives aux catégories de données définies aux § 1^{er} et § 2 qui doivent être traitées pour atteindre les finalités de traitement énumérées à l'article 54, § 1^{er}, § 2 et § 3, de la présente loi ».

Dès lors qu'aucune dispense visée à l'article 8, § 1^{er}, de cette loi du 15 décembre 2013 ne peut être invoquée *in casu*, l'analyse d'impact de la réglementation devra par conséquent encore être réalisée. Il faudra ensuite en faire mention dans le préambule du projet soumis pour avis.

2. La déléguée de la Secrétaire d'État confirme que les demandes d'avis à l'Autorité de protection des données et à l'Organe de contrôle de l'information policière sont en cours.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Le rapport au Roi indique que

« [l]e présent arrêté se base sur les mêmes principes que la loi CPVS. Ainsi, le fonctionnement d'un CPVS repose sur un principe fondamental : l'autonomie de la victime. La victime indique ce dont elle a besoin et décide des services qui lui sont dispensés. Il en est de même pour le traitement des données (à caractère personnel). Si une victime ne souhaite pas donner certaines informations, elle est libre de ne pas le faire. L'arrêté indique en effet que les données énumérées sont enregistrées 'le cas échéant et si connues' ».

Or, pour certaines informations spécifiques, le projet à l'examen précise que celles-ci ne sont traitées que si elles ont été « mentionné[es] par la victime »².

Cette précision au regard de certaines informations seulement pourrait laisser accroire que les autres informations doivent être mentionnées par la victime et, par conséquent, traitées.

Dès lors que telle n'est pas l'intention poursuivie par le législateur dans la loi du 26 avril 2024 'relative aux Centres de Prise en charge des Violences Sexuelles' (ci-après : « la loi CPVS »)³, les mots « si mentionné par la victime » figurant à l'article 2, 2°, cinquième tiret, et 3°, onzième tiret, seront chaque fois omis afin d'éviter toute confusion.

² Voir l'article 2, 2°, cinquième tiret, et 3°, onzième tiret.

³ L'article 56, §§ 1^{er} et 2, de la loi CPVS précise bien que l'ensemble des données ne sont traitées que « le cas échéant et si elles sont connues ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} sera omis dès lors que l'article 108 de la Constitution ne constitue pas le fondement juridique du projet à l'examen.

2. À l'alinéa 2, la référence aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 56 de la loi CPVS sera omise dès lors que seul le paragraphe 4 de cet article constitue le fondement juridique du projet à l'examen.

La date de la loi CPVS sera également indiquée, à savoir le 26 avril 2024.

3. Ainsi que l'a confirmé la déléguée de la Secrétaire d'État, comme le Roi n'était pas juridiquement tenu de prendre l'avis de la Police intégrée ⁴, il convient de supprimer l'alinéa 6. La mention de cette consultation peut toutefois faire l'objet d'un considérant ⁵.

4. Les formalités accomplies seront mentionnées dans l'ordre chronologique de leur accomplissement ⁶ et l'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être déplacé à la fin du préambule.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 1^{er} sera complété par la mention de la date de la loi CPVS, à savoir le 26 avril 2024.

Article 2

1. La phrase introductive de l'article 2 paraphrase l'article 56, § 1^{er}, de la loi CPVS et peut laisser accroire que les catégories de données à caractère personnel traitées sont définies par le projet lui-même (le Roi n'étant pourtant habilité qu'à préciser celles-ci).

⁴ Cette formalité est instaurée par l'article 8ter, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégrée'.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 35.

⁶ *Ibidem*, recommandations n°s 34, b), et 35, b).

Or, il faut éviter de reproduire des dispositions extraites d'un texte de valeur supérieure dans un texte de valeur inférieure. Un tel procédé est non seulement superflu d'un point de vue normatif dès lors qu'il ne crée aucune nouvelle norme mais il est également susceptible de semer la confusion quant à la nature exacte de la règle énoncée dans le texte de valeur inférieure, et il risque notamment de faire oublier par la suite que seul l'auteur de la règle supérieure est en droit de modifier la prescription concernée.

La phrase introductive de l'article 2 sera par conséquent mieux rédigée comme suit :

« Art. 2. Les données visées à l'article 56, § 1^{er}, de la loi CPVS sont les suivantes : [...] ».

Une observation analogue vaut pour la phrase introductive de l'article 3.

2. Interrogée quant à la question de savoir en quoi la « participation à une consultation psychologique par la personne de soutien » à l'article 2, 1^o, huitième tiret, relève de la catégorie visée au 1^o (« informations relatives à l'admission au sein de la structure CPVS ») et si celle-ci ne trouverait pas plus adéquatement sa place au sein du 4^o, la déléguée de la Secrétaire d'État a répondu ce qui suit :

« Effectivement, la « participation à une consultation psychologique par la personne de soutien » pourrait être reprise sous la catégorie 4^o, *informations relatives à la prise en charge dispensée* ».

Le dispositif sera adapté en ce sens.

3. Interrogée quant à la portée de la notion de « pays d'origine » visée à l'article 2, 3^o, huitième tiret, la déléguée de la Secrétaire d'État a explicité ce qui suit :

« Dans le cadre des CPVS, les hôpitaux doivent enregistrer différentes données. Parmi ces données, une différence est faite entre 'le pays de naissance' et 'le pays de domicile'. La nationalité est également demandée dans la feuille de route médico-légale.

Les différentes données ont été définies par l'ICRH au début du projet pilote CPVS. L'ICRH a estimé que ces indicateurs étaient les plus pertinents pour mesurer le nombre de personnes d'origine étrangère qui se rendent dans un CPVS (et ce pour un enjeu de recherche scientifique).

Ces données sont strictement nécessaires pour atteindre les finalités reprises dans l'article 54, § 3 de la loi CPVS.

[...]

En effet, selon l'étude UN-MENAMAIS, 84% des demandeurs et demandeuses de protection internationale (DPI) les réfugiées et les personnes sans statut de séjour légal ont subi des violences sexuelles. Près de 62% des victimes chez les demandeurs de protection internationale (DPI) n'ont divulgué le fait d'avoir été victime de violence à personne. Presque aucun d'entre eux n'a porté plainte à la police et seul 1% des victimes a cherché à

obtenir des soins auprès de professionnels. Les violences sexuelles, dont le viol, sont utilisées comme arme de guerre durant les conflits. Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, de nombreux témoignages nous reviennent. Afin de réaliser une évaluation optimale du fonctionnement des CPVS, il est nécessaire de connaître les victimes et ainsi avoir des politiques plus adaptées et efficaces.

Comme souligné dans l'exposé des motifs de la loi CPVS, les CPVS sont *'accessibles à toutes les personnes, peu importe qu'elles aient un titre de séjour légal ou qu'elles soient bénéficiaires au sens de l'assurance maladie et invalidité'*.

En 2024, une nouvelle campagne nationale de communication sera lancée avec un focus sur les groupes vulnérables dont les demandeuses de protection internationale, les réfugiées et les personnes sans statut de séjour légal, primo-arrivantes ou issues de l'immigration.

Les personnes sans titre de séjour, demandeuses d'asile, primo-arrivantes ou issues de l'immigration, sans domicile fixe, constituent un groupe cible difficile à atteindre du fait de leur connaissance limitée des langues du pays/de l'anglais et sont peu enclines à demander de l'aide en raison de la honte, de l'insécurité ou de la peur. Leur statut juridique précaire limite leur accès aux soins de santé et à l'information quant à leurs droits de manière générale ».

Ces explications figureront utilement au sein du rapport au Roi.

4. Interrogée quant à la portée de la notion de « situation de logement » visée à l'article 2, 3°, neuvième tiret, la déléguée de la Secrétaire d'État a expliqué ce qui suit :

« La situation de logement se divise entre :

- La victime vit seule ;
- La victime vit avec des membres de sa famille ou un-e partenaire ;
- La victime réside dans une structure d'accueil ;
- La victime est sans-abris ;
- La situation de logement est inconnue ;

Si une victime est mineure, la situation de logement est également questionnée dans le cadre de l'anamnèse sociale : il est indiqué avec qui vit le mineur (et avec qui le mineur partage une chambre) et quelle est sa situation en matière d'hébergement ».

Cette explication figurera utilement au sein du rapport au Roi.

5. Interrogée quant à la portée de la notion de « situation relationnelle » visée à l'article 2, 3°, dixième tiret, la déléguée de la Secrétaire d'État a explicité ce qui suit :

« La situation relationnelle comprend le statut relationnel de la victime : en couple, célibataire, mariée, etc. ».

Cette explication figurera utilement au sein du rapport au Roi.

Article 4

Dès lors que, comme l'a confirmé la déléguée de la Secrétaire d'État, l'intention n'est pas de conférer un effet rétroactif au projet, l'article 4 sera mieux rédigé comme suit :

« Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ».

Article 5

Les mots « membre du Gouvernement » seront remplacés par le mot « Ministre » ⁷.

*

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F-4-7-1.

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Uit de nota aan de Ministerraad van 7 mei 2024 die zich in het dossier bevindt dat aan de Raad van State is bezorgd, blijkt dat geen regelgevingsimpactanalyse van het ontwerp is uitgevoerd.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

“L’analyse d’impact sur la réglementation a été faite dans le cadre des discussions sur le projet de loi. Étant donné que le projet d’arrêté royal qui vous est soumis pour avis n’a pas d’impact supplémentaire par rapport à l’analyse d’impact qui a été faite sur le projet de loi, nous vous prions de vous référer à l’AIR de la loi (cf annexe).”

Die redenering kan niet worden gevolgd.

Aangezien er een wettelijke bepaling is die de Ministerraad ertoe verplicht op te treden ten aanzien van het voorliggende ontwerp,¹ moet in principe een regelgevingsimpactanalyse van het ontwerp worden uitgevoerd, overeenkomstig artikel 6, § 1, van de wet van 15 december 2013 ‘houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’.

¹ Artikel 56, § 4, van de wet van 26 april 2024 ‘betreffende de Zorgcentra na Seksueel Geweld’, dat rechtsgrond biedt voor het ontwerpbesluit, bepaalt immers het volgende: “De Koning duidt, na overleg in de Ministerraad, aan welke (persoons)gegevens met betrekking tot de in § 1 en § 2 bepaalde categorieën van gegevens dienen te worden verwerkt ter verwezenlijking van de verwerkingsdoeleinden, opgesomd in artikel 54, § 1, § 2 en § 3, van deze wet.”

In casu kan geen van de vrijstellingen worden ingeroepen die worden bedoeld in artikel 8, § 1, van die wet van 15 december 2013, zodat de regelgevingsimpactanalyse alsnog moet worden uitgevoerd. Daarvan moet vervolgens melding worden gemaakt in de aanhef van het voor advies voorgelegde ontwerp.

2. De gemachtigde van de staatssecretaris bevestigt dat de adviesaanvragen gericht aan de Gegevensbeschermingsautoriteit en aan het Controleorgaan op de politionele informatie nog in behandeling zijn.

3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en niet voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKING

In het verslag aan de Koning staat:

“Dit besluit berust op dezelfde principes als de ZSG-wet. Zo steunt de werking van een ZSG op één fundamenteel uitgangspunt: de autonomie van het slachtoffer. Het slachtoffer geeft aan wat het nodig heeft en beslist over de diensten die aan het slachtoffer worden verleend. Hetzelfde geldt voor de verwerking van (persoons)gegevens. Als een slachtoffer bepaalde informatie niet wil verstrekken, staat het haar of hem vrij om dat niet te doen. Het besluit bepaalt inderdaad dat de opgesomde gegevens geregistreerd worden ‘in voorkomend geval en indien gekend’.”

Bepaalde specifieke informatie wordt luidens het voorliggende ontwerp evenwel enkel verwerkt “indien vermeld door het slachtoffer”.²

Die precisering in verband met alleen bepaalde informatie zou de indruk kunnen wekken dat de andere informatie moet worden vermeld door het slachtoffer en, bijgevolg, moet worden verwerkt.

Aangezien dat niet de bedoeling is die de wetgever nastreeft in de wet van 26 april 2024 ‘betreffende de Zorgcentra na Seksueel Geweld’ (hierna: “de ZSG-wet”),³ moeten de woorden “indien vermeld door het slachtoffer” in artikel 2, 2°, vijfde streepje, en 3°, elfde streepje, telkens worden weggelaten, zodat geen verwarring kan ontstaan.

² Zie artikel 2, 2°, vijfde streepje, en 3°, elfde streepje.

³ Artikel 56, § 1 en § 2, van de ZSG-wet bepaalt inderdaad dat alle gegevens enkel worden verwerkt “in voorkomend geval en indien gekend”.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid moet worden weggelaten aangezien artikel 108 van de Grondwet geen rechtsgrond vormt van het voorliggende ontwerp.
2. In het tweede lid moet de verwijzing naar de paragrafen 1 en 2 van artikel 56 van de ZSG-wet worden weggelaten aangezien alleen paragraaf 4 van dat artikel rechtsgrond biedt aan het voorliggende ontwerp.

Ook moet de datum van de ZSG-wet worden opgegeven, te weten 26 april 2024.

3. De gemachtigde van de staatssecretaris heeft bevestigd dat het zesde lid moet worden geschrapt aangezien de Koning er juridisch niet toe gehouden is het advies van de geïntegreerde politie in te winnen.⁴ Dat advies kan wel worden vermeld in de vorm van een overweging.⁵
4. De vervulde vormvereisten moeten chronologisch worden vermeld, in de volgorde waarin ze zijn vervuld.⁶ Het lid in verband met het advies van de Raad van State moet worden verplaatst naar het einde van de aanhef.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In artikel 1 moet de datum van de ZSG-wet worden toegevoegd, te weten 26 april 2024.

Artikel 2

1. De inleidende zin van artikel 2 is een parafrase van artikel 56, § 1, van de ZSG-wet en kan de indruk wekken dat de categorieën van verwerkte persoonsgegevens in het ontwerp zelf worden gedefinieerd (hoewel de Koning er alleen toe gemachtigd is ze vast te stellen).

Men dient evenwel te vermijden dat bepalingen van een hogere regeling worden overgenomen in een lagere regeling. Niet alleen is een dergelijke werkwijze op het normatieve vlak overbodig aangezien ze geen nieuwe norm tot stand brengt, maar bovendien kan ze tot verwarring leiden over de precieze aard van het voorschrift dat in de lagere regeling wordt opgenomen. Met

⁴ Dat vormvereiste is ingevoerd bij artikel 8ter, § 2, eerste lid, van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst’.

⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 35.

⁶ *Ibidem*, aanbeveling 34, b), en 35, b).

name bestaat het gevaar dat later uit het oog wordt verloren dat alleen de steller van de hogere regel het recht heeft dat voorschrift te wijzigen.

Bijgevolg zou de inleidende zin van artikel 2 beter als volgt luiden:

“Art. 2. De gegevens die worden bedoeld in artikel 56, § 1, van de ZSG-wet zijn de volgende: (...)”.

Een vergelijkbare opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 3.

2. Op de vraag waarom het “volgen van een psychologisch consult door de steunfiguur” in artikel 2, 1°, achtste streepje, onder de categorie van punt 1° valt (“informatie met betrekking tot de aanmelding op de ZSG-afdeling”) en of het niet veeleer thuishoort in punt 4°, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris het volgende geantwoord:

“Effectivement, la ‘participation à une consultation psychologique par la personne de soutien’ pourrait être reprise sous la catégorie 4°, *informations relatives à la prise en charge dispensée*.”

Het dispositief moet in die zin worden aangepast.

3. Op een vraag over de strekking van het begrip “land van herkomst” in artikel 2, 3°, achtste streepje, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende verduidelijking gegeven:

“Dans le cadre des CPVS, les hôpitaux doivent enregistrer différentes données. Parmi ces données, une différence est faite entre ‘le pays de naissance’ et ‘le pays de domicile’. La nationalité est également demandée dans la feuille de route médico-légale.

Les différentes données ont été définies par l’ICRH au début du projet pilote CPVS. L’ICRH a estimé que ces indicateurs étaient les plus pertinents pour mesurer le nombre de personnes d’origine étrangère qui se rendent dans un CPVS (et ce pour un enjeu de recherche scientifique).

Ces données sont strictement nécessaires pour atteindre les finalités reprises dans l’article 54, § 3 de la loi CPVS.

[...]

En effet, selon l’étude UN-MENAMAIS, 84% des demandeurs et demandeuses de protection internationale (DPI) les réfugiées et les personnes sans statut de séjour légal ont subi des violences sexuelles. Près de 62% des victimes chez les demandeurs de protection internationale (DPI) n’ont divulgué le fait d’avoir été victime de violence à personne. Presque aucun d’entre eux n’a porté plainte à la police et seul 1% des victimes a cherché à obtenir des soins auprès de professionnels. Les violences sexuelles, dont le viol, sont utilisées comme arme de guerre durant les conflits. Depuis le début de l’invasion de l’Ukraine, de nombreux témoignages nous reviennent. Afin de réaliser une évaluation optimale du fonctionnement des CPVS, il est nécessaire de connaître les victimes et ainsi avoir des politiques plus adaptées et efficaces.

Comme souligné dans l'exposé des motifs de la loi CPVS, les CPVS sont *'accessibles à toutes les personnes, peu importe qu'elles aient un titre de séjour légal ou qu'elles soient bénéficiaires au sens de l'assurance maladie et invalidité'*.

En 2024, une nouvelle campagne nationale de communication sera lancée avec un focus sur les groupes vulnérables dont les demandeuses de protection internationale, les réfugiées et les personnes sans statut de séjour légal, primo-arrivantes ou issues de l'immigration.

Les personnes sans titre de séjour, demandeuses d'asile, primo-arrivantes ou issues de l'immigration, sans domicile fixe, constituent un groupe cible difficile à atteindre du fait de leur connaissance limitée des langues du pays/de l'anglais et sont peu enclines à demander de l'aide en raison de la honte, de l'insécurité ou de la peur. Leur statut juridique précaire limite leur accès aux soins de santé et à l'information quant à leurs droits de manière générale."

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in het verslag aan de Koning.

4. Op een vraag over de strekking van het begrip "woonsituatie" in artikel 2, 3°, negende streepje, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende uitleg gegeven:

"La situation de logement se divise entre:

- La victime vit seule;
- La victime vit avec des membres de sa famille ou une partenaire;
- La victime réside dans une structure d'accueil;
- La victime est sans-abris;
- La situation de logement est inconnue;

Si une victime est mineure, la situation de logement est également questionnée dans le cadre de l'anamnèse sociale: il est indiqué avec qui vit le mineur (et avec qui le mineur partage une chambre) et quelle est sa situation en matière d'hébergement."

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in het verslag aan de Koning.

5. Op een vraag over de strekking van het begrip "relationele situatie" in artikel 2, 3°, tiende streepje, heeft de gemachtigde van de staatssecretaris de volgende verduidelijking gegeven:

"La situation relationnelle comprend le statut relationnel de la victime: en couple, célibataire, mariée, etc."

Het verdient aanbeveling die uitleg op te nemen in het verslag aan de Koning.

Artikel 4

Aangezien, zoals de gemachtigde van de staatssecretaris heeft bevestigd, het niet de bedoeling is het ontwerp terugwerkende kracht te verlenen, zou artikel 4 beter als volgt luiden:

"Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025".

Artikel 5

De woorden “Het lid van de regering dat” moeten worden vervangen door de woorden “De minister die”.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F-4-7-1.